

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 28 janvier 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LA MANUFACTURE**

Avenue du 4 juillet 1776  
ZI La Marquisi  
19100 Brive La Gaillarde

**Références : 2026-01-28 UiD192026-0010r georisques**  
Code AIOT : 0100035146

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 dans l'établissement LA MANUFACTURE implanté Avenue du 4 juillet 1776 ZI La Marquisi 19100 Brive la Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 12/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de la demande de dérogation à une prescription de l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales (AMPG) relatif à la rubrique 2410 ; demande déposée le 27 novembre 2023, par télédéclaration.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA MANUFACTURE
- Avenue du 4 juillet 1776 ZI La Marquisi 19100 Brive la Gaillarde
- Code AIOT : 0100035146
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Manufacture appartient au groupe LINDERA et est spécialisée dans la fabrication de meubles à partir de panneaux de bois. Il s'agit d'une installation de travail du bois (rubrique 2410) classée sous le régime de la déclaration et soumise à l'arrêté ministériel du 05/12/2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 2410).

## **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|-----------------------|
| 3  | Implantation – Aménagement        | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.1                                     | Demande de justificatif à l'exploitant   | 4 mois                |
| 4  | Comportement au feu               | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.4.1 à 2.4.3 point g et 2.4.4 et 2.4.5 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 4 mois                |
| 9  | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2                                     | Demande de justificatif à l'exploitant   | 4 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                   | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | Dossier installation classée                        | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.4  | Sans objet        |
| 2  | Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.5. | Sans objet        |
| 5  | Installations électriques                           | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7  | Sans objet        |
| 6  | Cuvettes de rétention                               | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11 | Sans objet        |
| 7  | Contrôle de l'accès                                 | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.2  | Sans objet        |
| 8  | État des stocks de produits dangereux               | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.5  | Sans objet        |
| 10 | Localisation des risques                            | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.3  | Sans objet        |
| 11 | Consignes de sécurité                               | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.6  | Sans objet        |
| 12 | Entreposage des déchets                             | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 7.3  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déposé une demande de dérogation à certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 (distances aux tiers) et a fourni des éléments de justification. Afin de poursuivre l'instruction, l'avis du SDIS est attendu sur la défense incendie du site. Un rapport d'instruction de l'ensemble des éléments ainsi qu'un projet d'arrêté préfectoral de dérogation pourront alors être proposés à la signature du préfet .

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dossier installation classée

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier installation classée   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les plans de l'installation tenus à jour ;</li><li>- la preuve du dépôt de déclaration et les prescriptions générales ;</li><li>- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;</li><li>- les résultats des dernières mesures sur les effluents s'il y en a ;</li><li>- les documents prévus aux points 2.7, 3.5, 4.3[...]</li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant dispose d'un dossier tenu à jour. La demande de déclaration a été effectuée par télédéclaration le 27/11/2023. Le classement au regard des rubriques ICPE a été établi le 05/04/2022 par la société SOCOTEC. Lors de la visite, l'exploitant indique à l'Inspection que ce classement est toujours conforme aux activités exercées sur le site et qu'aucune modification susceptible d'avoir un impact sur ce classement n'est intervenue.<br>Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'Inspection l'ensemble des documents demandés, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>- le dernier rapport de vérification des installations électriques ;</li><li>- l'état des stocks de produits dangereux ;</li><li>- et le plan de localisation des risques.</li></ul> Les constats effectués sont détaillés dans les points de contrôle concernés, notamment aux points n° 5, 8 et 10. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 2 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.5.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.<br>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant déclare ne pas avoir eu d'incident ou d'accident en 2025 de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.<br>Il est porté à la connaissance de l'exploitant qu'à compter du 1er janvier 2026, toute déclaration d'accident ou d'incident survenu au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) devra être effectuée exclusivement par voie dématérialisée, via le téléservice accessible à l'adresse suivante :<br><a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</a>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

### N° 3 : Implantation – Aménagement

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règles d'implantation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement.<br>Pour l'ensemble des rubriques visées par le présent arrêté, une dérogation peut être accordée par le préfet à la demande de l'exploitant sous réserve de la présentation d'un dossier justifiant l'absence de risque et de nuisances pour les tiers.  |
| <b>Constats :</b><br>L'installation comprend un atelier de travail du bois dans une partie d'un bâtiment en location. Ce bâtiment est composé de plusieurs espaces, dont certains sont disponibles ou occupés en location par des tiers (autres activités).<br>La société La Manufacture occupe la plus grande partie du bâtiment. Les activités suivantes y sont exercées : le travail du bois ;le stockage et l'application de peintures, vernis et produits assimilés.<br>Seule l'activité de travail du bois est classée au titre ICPE sous le régime de la déclaration.<br>L'installation est donc soumise au respect des prescriptions réglementaires de l'arrêté susvisé.<br>La partie du bâtiment loué par La Manufacture présente une paroi commune sur l'intégralité de sa façade sud avec des locaux destinés à la location ou occupés par des entreprises tierces. Il n'y globalement pas de stockage de bois en proximité de cette paroi sud.<br>Par ailleurs, la zone de stockage des panneaux de bois en partie nord du local, située en amont de l'alimentation de la ligne de production, est implantée à proximité immédiate de locaux occupés par des tiers (fabricant de tracteur pour enfants). Cette zone présente deux parois communes : une partie de la paroi nord et une partie de la paroi est.<br><br>Compte tenu de cette configuration, les distances réglementaires de 5 mètres par rapport aux limites de l'établissement ne peuvent être respectées.<br>L'exploitant a déposé une demande de dérogation concernant les mesures constructives (voir le point de contrôle suivant). |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>En raison du non-respect de cette prescription, l'exploitant ne doit pas stocker de bois à proximité du mur de la façade sud, et le stockage de panneaux de bois (partie nord) ne devra pas excéder le volume retenu dans l'étude de flux thermique. L'avis du SDIS est attendu. Le projet d'arrêté préfectoral viendra par la suite prescrire les conditions de la dérogation.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois  |

## N° 4 : Comportement au feu

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.4.1 à 2.4.3 point g et 2.4.4 et 2.4.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><b>2.4.1. Comportement au feu du bâtiment</b><br>Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la structure est au moins de résistance au feu R15 ;</li><li>- les murs extérieurs sont au moins de réaction au feu A2s1d0 ; toutefois, si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique ou est situé à plus de 20 mètres des limites de propriété, elles peuvent être de classe au moins Ds2d1.</li></ul> <b>2.4.2. Comportement au feu des locaux à risques</b><br>Les locaux abritant les zones à risques telles que définies à l'article 4.3 ci-après présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 ;</li><li>- planchers REI 120 ;</li><li>- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.</li></ul> Les dispositifs de fermeture sont de type ferme-porte ou à fermeture automatique.<br>Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Cet article ne s'applique aux cas relevant du 2.4.3.<br><b>2.4.3. Dispositions particulières</b><br>[...]<br><b>g) Dispositions applicables pour la rubrique 2410</b><br>Si l'atelier ou les magasins adjacents contenant des approvisionnements de bois ouvré ou à ouvrer sont à moins de 8 mètres de constructions habitées ou occupées par des tiers, leurs éléments de construction présentent les caractéristiques de résistance au feu suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- parois REI 120 ;</li><li>- couverture A2s1d0 ou plancher haut REI 60 ;</li><li>- portes REI 30.</li></ul> Si l'installation comporte plusieurs étages communiquant par des monte-charge ou des escaliers, ceux-ci seront entourés d'une paroi en matériaux A2s1d0 et REI 120 et les portes seront REI 30, à fermeture automatique.<br><b>2.4.4. Toitures et couvertures de toiture</b><br>Les toitures et couvertures de toiture des bâtiments abritant les locaux à risques tels que définis à l'article 4.3 ci-après répondent à la classe BROOF (t3).<br><b>2.4.5. Désenfumage</b><br>Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commande automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li><li>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li></ul> En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.<br>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours. |

**Constats :**

L'exploitant a sollicité une dérogation aux prescriptions de l'article 2.4.2.

À cet effet, il a transmis à l'Inspection une vérification des dispositions constructives, établie par la société SOCOTEC et datée du 16 décembre 2022. Cette vérification conclut que « l'isolement constructif CF 2 h ou REI 120 n'est pas respecté dans la partie atelier. Il est nécessaire de le réaliser par la création de parois REI 120 et en assurant une stabilité au feu des éléments de structure EI 120 lorsqu'ils sont situés dans des locaux tiers. Une solution par flocage ou par enduit de protection peut être envisagée. Des cloisons EI 120 peuvent également être réalisées. Il est en outre nécessaire de modifier le système de ventilation ou de le supprimer afin que l'isolement REI 120 soit conforme. Le reste des dispositions est conforme aux prescriptions de la rubrique 2410. »

L'exploitant, en tant que locataire, indique ne pas être en mesure de décider de la réalisation de tels travaux. Par ailleurs, le bureau d'études a identifié une zone classée comme local à risques, du fait de la présence d'un stockage de panneaux de bois, située à proximité immédiate d'une entreprise de fabrication de tracteurs pour enfants.

En conséquence, l'exploitant a fait réaliser une modélisation des flux thermiques générés par un incendie au niveau du stockage de palettes de bois, afin d'évaluer les risques auxquels le site et les locataires voisins seraient exposés en cas de sinistre. Cette étude porte uniquement sur cette zone de stockage et ne couvre pas l'ensemble de l'atelier de travail du bois.

Selon les résultats de cette modélisation, les dispositions constructives actuelles permettraient de contenir les flux thermiques dans les limites du site exploité par La Manufacture.

Dans cette étude, la hauteur de stockage retenue est majorante (4 mètres pour l'ensemble du stockage).

Lors de l'inspection, il a été constaté que les stocks de panneaux de bois ne dépassaient pas cette hauteur. L'exploitant précise avoir volontairement retenu, dans la modélisation, la situation la plus défavorable afin de garantir une évaluation prudente des risques.

Le rapport SOCOTEC, daté du 16 décembre 2022, indique que la surface de désenfumage nécessaire est de 104,8 m<sup>2</sup> et que la surface utile installée est de 108,8 m<sup>2</sup>. La prescription relative au désenfumage est donc respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La prescription de l'article 2.4.2 n'est pas adaptée à la configuration de l'installation. L'exploitant a déposé une demande de dérogation, actuellement en cours d'instruction.

Afin de poursuivre celle-ci, un avis du SDIS est attendu, sous 4 mois .

**Le stockage des panneaux de bois est limité à une hauteur maximale de 4 mètres.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

## N° 5 : Installations électriques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a également transmis le compte rendu de la vérification périodique des installations électriques (Q18). Cette vérification, réalisée de manière partielle, conclut que l'installation électrique ne présente pas de risque d'incendie et/ou d'explosion.<br>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué rencontrer des difficultés pour procéder à une vérification complète nécessitant une coupure totale de l'installation électrique, en raison de la configuration du bâtiment loué, qui constituait auparavant un ensemble unique et qui est désormais divisé en plusieurs lots.<br>Par ailleurs, l'exploitant a présenté une vérification par thermographie infrarouge (Q19) réalisée le 6 juin 2025. Le rapport ne fait état d'aucune anomalie. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant est invité à réfléchir à la mise en place d'une coupure totale des installations électriques afin de permettre une vérification complète.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

## N° 6 : Cuvettes de rétention

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Cuvettes de rétention   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;<br>50 % de la capacité globale des réservoirs associés.<br>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.<br>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou à double enveloppe avec une détection de fuite.<br>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.<br>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. |
| <b>Constats :</b><br>L'Inspection constate que les produits utilisés dans le cadre de l'activité (vernis, peintures, etc.) sont stockés dans un local ou une armoire dédiés et disposent de dispositifs de rétention adaptés.<br>Ce point n'appelle aucune remarque de la part de l'Inspection.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |



**N° 7 : Contrôle de l'accès**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.   |
| <b>Constats :</b><br>Le bâtiment ne dispose que d'une seule clôture commune entourant le site, occupé par différents acteurs, l'ensemble constituant auparavant une seule usine. De ce fait, plusieurs portes sont présentes en différents endroits, susceptibles de ne pas garantir une maîtrise complète des accès aux installations de l'exploitant. Cette situation appelle le maintien d'une vigilance particulière de l'exploitant quant au contrôle effectif des accès et à la prévention des intrusions de personnes étrangères à l'établissement.<br>Néanmoins, le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de personnes non autorisées dans la zone de production. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 8 : État des stocks de produits dangereux**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a transmis à l'Inspection le tableau des stocks des produits détenus sur le site. Celui-ci, daté de décembre 2025, est cohérent avec les zones de stockage et les zones à risques.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

## N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :<br>a) Pour toutes les installations : <ul style="list-style-type: none"><li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.</li></ul><br>b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>La présence d'extincteurs au sein de l'atelier de travail du bois a été constatée. L'exploitant a transmis à l'Inspection le dernier rapport de vérification périodique des extincteurs du site en date du 30/04/2025. Celui-ci indique que l'installation est conforme et est maintenue conformément au référentiel APSAD R4.<br>L'exploitant dispose d'un plan des locaux à jour avec les zones de dangers.<br>Dans le cadre de la demande de dérogation, l'avis du SDIS est demandé.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit solliciter un avis du SDIS concernant la défense incendie de son site notamment pour les zones à risques (stockage des panneaux de bois et locaux occupés par des tiers), et transmettre cet avis à l'Inspection.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois   |

**N° 10 : Localisation des risques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ainsi que les sources d'électrification. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulation des produits concernés doivent faire partie de ce recensement.<br>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a présenté un plan de l'installation précisant les différentes zones de danger. L'Inspection n'émet aucune remarque à ce sujet.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 11 : Consignes de sécurité**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.6  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction de fumer ;</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosibles » ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite, il a notamment été constaté la présence, sur la porte d'accès à la zone de production, des consignes de sécurité incendie ainsi que de la signalisation relative à l'interdiction de fumer, devapoter et d'apporter toute source de feu.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 12 : Entreposage des déchets**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 7.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs ...).<br>[...]  |
| <b>Constats :</b><br>Les poussières issues du système d'aspiration de l'atelier sont récupérées en sortie de cyclone dans des bennes fermées. D'autres bennes sont présentes à l'extérieur du bâtiment de production ; l'exploitant y effectue le tri de ses déchets.<br>L'exploitant indique disposer habituellement d'un système d'identification des déchets stockés sur chaque benne. Toutefois, les bennes observées le jour de l'inspection ne comportaient aucune indication permettant d'identifier la nature des déchets qu'elles contenaient. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Il est demandé à l'exploitant de maintenir en permanence l'identification des bennes.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |